

CABINET DE CURIOSITÉS SOCIOLOGIQUES par Gérald Bronner



Les années 1960 et le crépuscule de l'idée de progrès

L'utilisation du mot « progrès » a commencé à décliner alors que l'on était en plein dans les Trente Glorieuses. Pourquoi ?

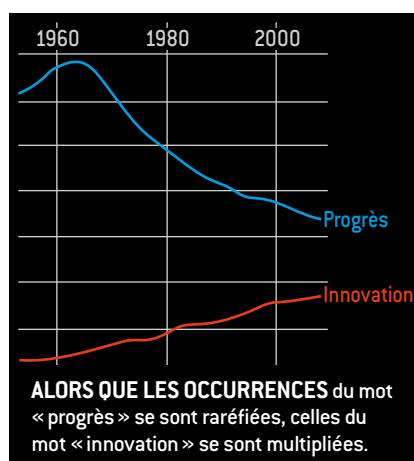
La numérisation massive des livres entreprise par Google depuis 2004 permet de mettre à disposition de tous, via l'application Ngram Viewer, des données essentielles pour répondre à bien des questions. Grâce à cette application, on peut connaître la fréquence relative de l'apparition de tel ou tel terme dans l'immense base de données ainsi constituée (plus de 15 millions d'ouvrages), et donc d'en évaluer une partie de la popularité.

Par exemple, Ngram Viewer offre la possibilité de tester la réalité de la baisse d'audience de certains termes comme celui de « progrès », dont plusieurs penseurs ont estimé qu'il était en déclin. C'est notamment le cas du philosophe français Georges Canguilhem qui, dans un article fameux de 1987 (*Revue de Métaphysique et de Morale*, vol. 92(4), pp. 437-454), proposait une analyse de la décadence du terme « progrès ».

À ce sujet, le physicien et philosophe Étienne Klein livrait récemment une intéressante réflexion : « Le mot progrès est de moins en moins fréquemment utilisé [...]. Il se trouve remplacé par un mot qui n'est pourtant pas son synonyme : innovation. »

Étienne Klein a tout à fait raison de considérer que l'un et l'autre termes ne sont pas substituables. La notion de progrès implique une forme de philosophie de l'histoire qui fait le pari que demain sera préférable à aujourd'hui. Elle constitue un principe collectif mobilisateur qui paraît, en effet, avoir été affaibli et mis en marge de notre horizon commun.

La notion d'innovation est, le plus souvent, positivement connotée, mais elle est perçue, selon Étienne Klein, comme un effort pour remonter la pente que le temps corrompateur nous ferait descendre. Cette substitution dirait donc bien quelque chose d'une mutation de nos représentations collectives. Cependant, comme nous le rappelle sagement Fontenelle : « Assurons-



nous bien du fait, avant de nous inquiéter de la cause. Il est vrai que cette méthode est bien lente pour la plupart des gens, qui courent naturellement à la cause, et passent par-dessus la vérité du fait ; mais enfin nous éviterons le ridicule d'avoir trouvé la cause de ce qui n'est point. »

C'est précisément dans ce registre que le recours à Ngram Viewer est précieux, car on imagine sans peine le temps qu'il eût fallu pour évaluer la fréquence de l'utilisation du terme « progrès » dans la littérature par

comparaison avec celui d'« innovation » et celui, plus important encore, qu'aurait nécessité une comparaison internationale. Observera-t-on la même chose en français et en anglais, en italien ou en allemand ?

Comme le montre le graphique ci-contre, on constate en langue française (et dans la littérature qui a été intégrée dans l'application proposée par Google) une nette inflexion de l'utilisation du terme « progrès » et, corrélativement, un recours non moins net à celui d'« innovation ».

Le plus fascinant est qu'on observe le même phénomène en langue anglaise, italienne, espagnole, allemande ou même russe ! Non moins fascinante est la constatation que, dans toutes les langues, cette inflexion surgit au cours des années 1960 (à l'exception du russe, où elle apparaît au début des années 1980), c'est-à-dire au cœur même des Trente Glorieuses, avant les chocs pétroliers, avant la fin du monde bipolaire ou même avant que la notion de mondialisation devienne une préoccupation généralisée (là aussi, Ngram Viewer permet de constater que le succès du terme date du début des années 1990).

Qu'a-t-il donc bien pu se produire au moment où la majorité des pays développés connaissaient leur plus forte croissance économique et, d'une façon générale, une amélioration considérable de leurs conditions de vie ? Voilà bien un paradoxe que ne permettent pas de résoudre les algorithmes.

Gérald BRONNER est professeur de sociologie à l'université Paris-Diderot.

Désinformation sur Ce que révèlent les statistiques

Walter Quattrociocchi

Les internautes diffusent massivement des informations fausses et des théories conspirationnistes farfelues. Des études statistiques portant sur les réseaux de Facebook apportent un éclairage quantitatif et inédit sur les mécanismes à l'œuvre dans cet inquiétant phénomène.

Ne vous est-il jamais arrivé de dîner avec des amis ou des membres de votre famille et que la conversation tourne autour de rumeurs circulant sur Internet, par exemple sur le rôle des traînées de condensation des avions dans le réchauffement climatique ou sur les avantages de telle ou telle méthode de médecine alternative ? Ou de suivre à la télévision les commentaires de comédiens ou chanteurs célèbres, sans connaissances particulières en économie ou en politique, devenus tout à coup de fins analystes de la situation internationale ?

Qu'est-ce qui a changé dans notre façon de nous informer, et donc de nous forger une opinion ? Quel rôle les médias sociaux tels que Facebook jouent-ils dans la diffusion de fausses informations ou de thèses conspirationnistes ? Quels sont les ressorts de cette mésinformation ou désinformation ? Est-il possible d'endiguer ces phénomènes ?

Comme le montre l'actualité, tant nationale qu'internationale – le Brexit, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le climat-scepticisme, la radicalisation islamiste de certains jeunes Européens, etc. –, ces questions sont d'importance : elles ont une incidence directe sur

nos sociétés et les grandes orientations (économiques, politiques, etc.) qu'elles se choisissent.

On comprend donc que de nombreux sociologues se soient penchés sur les phénomènes sociaux liés à Internet et à ses médias, et notamment sur la « viralité » des informations infondées ou fausses, c'est-à-dire leur capacité à se propager vite et massivement.

Ils ne sont pas les seuls. Depuis plusieurs années, des mathématiciens, des physiciens, des chercheurs en informatique se sont aussi intéressés à ces problématiques, en apportant leurs propres outils et méthodes d'analyse. Ainsi a émergé, dans les années 2000 à peu près, un nouveau champ de recherche : les « sciences sociales computationnelles ».

Via une approche qui repose sur l'analyse de grandes masses de données, cette discipline s'attache à combiner mathématiques, statistiques, physique, sociologie et informatique, afin d'étudier les phénomènes sociaux de façon quantitative. Il s'agit d'exploiter, grâce à des techniques d'analyse adaptées, les très nombreuses traces numériques que laissent les internautes sur les différents médias sociaux tels que Facebook, Twitter, YouTube, etc. lorsqu'ils sélectionnent,

les réseaux sociaux

TRAINÉES DE CONDENSATION formées dans le ciel par le passage d'avions. Selon une théorie du complot populaire, celle des *chemtrails*, une partie au moins de ces trainées répandent, à l'insu des populations, des substances chimiques ou biologiques à des fins de manipulation.

L'ESSENTIEL

- Sur les réseaux sociaux tels que Facebook, de fausses informations et des théories fumeuses circulent facilement, avec parfois de graves conséquences.
- La masse de données disponibles permet d'étudier ces phénomènes de désinformation de façon quantitative.
- Les analyses montrent que le biais cognitif dit de confirmation joue un rôle majeur : les internautes forment des groupes solidaires qui autoentretiennent leurs opinions et préjugés.
- Il apparaît que les tenants des thèses conspirationnistes sont réfractaires à la démystification.

© Lisa S. / shutterstock.com

L'AUTEUR



Walter
QUATTROCCHI
coordonne
le Laboratoire
de sciences
sociales

computationnelles
à l'école IMT des hautes études
de Lucques, en Italie.

partagent ou commentent des informations. On peut ainsi étudier certains phénomènes sociaux à un niveau de précision sans précédent.

Les travaux de notre équipe, au laboratoire de sciences sociales computationnelles de l'école IMT des hautes études de Lucques, en Toscane, s'inscrivent pleinement dans cette démarche. Composé de deux physiciens (Guido Caldarelli et Antonio Scala), un statisticien (Alessandro Bessi), une mathématicienne (Michela Del Vicario) et deux informaticiens (Fabiana Zollo et moi-même), notre groupe s'intéresse aux dynamiques de contagion sociale et à l'utilisation des contenus sur les différents réseaux sociaux d'Internet. Nous étudions en particulier la viralité des informations et la façon dont se forment et se renforcent les opinions dans le cyberspace, une scène où les contenus sont mis en ligne et lus sans aucun intermédiaire ni contrôle.

Au cours des deux dernières années, nous avons ainsi obtenu plusieurs résultats quantitatifs intéressants sur la diffusion des informations et leur assimilation, sur la formation des opinions et sur la façon dont les personnes s'influencent mutuellement.

Avant de les présenter, commençons par souligner quelques traits généraux de la situation créée par Internet et ses réseaux sociaux depuis maintenant une dizaine d'années (rappelons que Facebook a été créé en 2004, Twitter en 2006).

Internet a modifié la façon dont les personnes s'informent, interagissent,

trouvent des amis, des sujets et des intérêts communs, filtrent les informations et se forment leurs propres opinions. Dans ce contexte, plusieurs facteurs contribuent au problème de la mésinformation ou de la désinformation.

L'un est l'analphabétisme fonctionnel, c'est-à-dire l'incapacité à comprendre convenablement un texte ; en France ou en Italie, cela concerne près de la moitié des personnes âgées de 16 à 65 ans, d'après les données de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique.

Le biais de confirmation, un facteur clé

Un autre facteur est le « biais de confirmation » bien connu en psychologie sociale : chacun tend à privilégier les informations qui confirment ses opinions ou sa vision du monde, et à négliger ou ignorer celles qui les contredisent. Dans la masse d'informations de tous types véhiculées par Internet, chacun peut alors rechercher (et trouver...) ce qui le conforte dans ses préjugés et ses goûts, et délaissier le reste.

Un troisième facteur en jeu est le fait que, sur Internet, l'émission et la réception des contenus s'effectue essentiellement sans intermédiaires. N'importe qui peut publier sa version des faits et ses opinions sur n'importe quoi, sans qu'aucune personne ou autorité n'ait au préalable contrôlé la véracité, ou au moins le fondement, de ce qui a été mis en ligne.

L'explosion des médias sociaux

Les réseaux sociaux sur Internet font désormais partie intégrante de notre quotidien, avec une augmentation continue du nombre d'utilisateurs. Voici quelques chiffres qui illustrent cette situation. Ils sont tirés du rapport *Digital, Social & Mobile 2016* de l'agence internationale We Are Social.

Le nombre d'utilisateurs actifs sur Internet a dépassé 3,4 milliards, soit 46 % de la population mondiale. Pour le continent européen, le chiffre est de 616 millions d'internautes, soit 73 % de la population. Concernant les médias sociaux, les utilisateurs actifs sont aujourd'hui

plus de 2,3 milliards (31 % de la population mondiale). Leur nombre croît de 10 % par an.

En France, les internautes actifs sont au nombre de 55,4 millions, ce qui représente 86 % de la population ; ce chiffre est de 92 % au Royaume-Uni, 63 % en Italie.

Si l'on considère le temps passé en ligne, il est en France de 4,6 heures par jour en moyenne (3,5 au Japon, 9,1 au Brésil), dont 1 heure via un appareil mobile et 3,6 heures via un ordinateur.

En moyenne, un usager des médias sociaux y consacre 1,3 heure par jour en France (0,3 au Japon, 3,3 au Brésil). Les plateformes principales sont, dans ce pays, Facebook (43 %), Facebook Messenger (22 %), Google + (11 %) et Twitter (11 %). Parmi les 32 millions d'utilisateurs de

Facebook en France, la moitié ont entre 20 et 40 ans. La part des 13-19 ans est de 14 %, tandis que celle des plus de 60 ans est de 8 %.

On peut aussi noter la croissance rapide de la place des téléphones mobiles dans l'utilisation d'Internet. En janvier 2016, 38,6 % des pages web consultées l'ont été via des téléphones mobiles. Ce chiffre était de 28,9 % en janvier 2014. En moyenne, le trafic de données représente 1,4 gigaoctet par mois et par téléphone.